

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

8 MARS 1991

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 8 décembre 1976
régulant la pension de certains
mandataires et celle de leurs
ayants droit**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES (1)

PAR
M. DE ROO

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné cette proposition de loi au cours de ses réunions du 5 février et du 7 mars 1991.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. J. Michel.

A. — Titulaires :

C.V.P. M. De Roo, Mme Kestelijn-Sierens, MM. Moors, Olivier (M.), Van Rompuy.
P.S. MM. Collart, Daerden, Defosset, Donfut, Léonard (J.-M.).
S.P. Mme Duroi-Vanhelmont, MM. Lisabeth, Willockx.
P.V.V. MM. Bril, Daems, Verhofstadt.
P.R.L. MM. Kubia, van Weddingen.
P.S.C. MM. Léonard (A.), Michel (J.).
V.U. MM. Candries, Loones.
Ecolo/ Agalev M. De Vlieghe.

B. — Suppléants :

MM. Ansoms, Cauwenberghs, Dumez, Mme Merckx-Van Goey, MM. Van Hecke, Van Rompaey.
Mme Burgeon (C.), MM. Denison, Dufour, Gilles, Mayeur, Vancrombruggen.
M. Dielens, Mme Lefebver, MM. Peuskens, Vandenbroucke.
MM. Cortois, Denys, Verberckmoes, Vermeiren.
MM. Ducarme, Foret, Gol.
MM. Beaufays, Jérôme, Laurent.
Mme Maes, MM. Vangansbeke, Vanhorenbeek.
M. Simons, Mme Vogels.

Voir :

- 1191 - 89 / 90 :

— N° 1 : Proposition de loi de M. Vermeiren.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

8 MAART 1991

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet
van 8 december 1976 tot regeling
van het pensioen van sommige
mandatarissen en van dat van
hun rechtverkrijgenden**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE FINANCIEN (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER DE ROO

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit wetsvoorstel tijdens haar vergaderingen van 5 februari en 7 maart 1991 besproken.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer J. Michel.

A. — Vaste leden :

C.V.P. H. De Roo, Mevr. Kestelijn-Sierens, HH. Moors, Olivier (M.), Van Rompuy.
P.S. HH. Collart, Daerden, Defosset, Donfut, Léonard (J.-M.).
S.P. Mevr. Duroi-Vanhelmont, HH. Lisabeth, Willockx.
P.V.V. HH. Bril, Daems, Verhofstadt.
P.R.L. HH. Kubla, van Weddingen.
P.S.C. HH. Léonard (A.), Michel (J.).
V.U. HH. Candries, Loones.
Ecolo/ Agalev H. De Vlieghe.

B. — Plaatsvervangers :

HH. Ansoms, Cauwenberghs, Dumez, Mevr. Merckx-Van Goey, HH. Van Hecke, Van Rompaey.
Mevr. Burgeon (C.), HH. Denison, Dufour, Gilles, Mayeur, Vancrombruggen.
H. Dielens, Mevr. Lefebver, HH. Peuskens, Vandenbroucke.
HH. Cortois, Denys, Verberckmoes, Vermeiren.
HH. Ducarme, Foret, Gol.
HH. Beaufays, Jérôme, Laurent.
Mevr. Maes, HH. Vangansbeke, Vanhorenbeek.
H. Simons, Mevr. Vogels.

Zie :

- 1191 - 89 / 90 :

— N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Vermeiren.

I. — COMMENTAIRE DE L'AUTEUR

L'auteur renvoie aux développements de sa proposition de loi.

La loi du 2 mars 1989 modifiant la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit (*Moniteur belge* du 22 mars 1989) n'a assoupli les conditions d'ouverture du droit à la pension (la durée minimum requise d'exercice du mandat étant ramenée de soixante à douze mois) qu'en faveur des mandataires qui étaient en fonction au 31 décembre ou après cette date.

L'auteur estime que cette modification a entraîné une discrimination à l'égard de certains mandataires — pour la plupart, membres de CPAS — qui ont exercé un mandat public avant le 31 décembre 1988.

C'est dû notamment au fait que le conseil de l'aide sociale nouvellement élu n'entame ses travaux que quelques mois après le conseil communal. Les mandataires des CPAS qui étaient en fonction *avant* le 31 décembre 1988 (mais qui avaient cessé d'exercer leur mandat *au* 31 décembre 1988) doivent dès lors justifier d'une période minimum de 60 mois pour pouvoir prétendre à une pension.

L'intervenant propose dès lors de fixer à 12 mois la durée minimum requise du mandat pour tous les mandataires (quelle que soit la date de la fin de leur mandat).

Etant donné que seulement un nombre restreint d'anciens mandataires pourront bénéficier de la modification de la loi prévue par la proposition à l'examen, l'impact budgétaire de la mesure proposée devrait être plutôt minime.

II. — POINT DE VUE DU MINISTRE DES PENSIONS

L'article 4 de la loi du 8 décembre 1976 subordonne l'ouverture du droit à pension d'un mandataire communal au fait que celui-ci ait exercé un ou plusieurs mandats pendant une période de 60 mois au moins. Toutefois, l'article 13*bis* de la dite loi, inséré par la loi du 2 mars 1989, remplace la durée minimum de 60 mois de mandat par une durée minimum de douze mois pour les mandataires en fonction au 31 décembre 1988 ou postérieurement.

La proposition a pour but de fixer de manière uniforme la durée minimum du mandat à 12 mois pour tous les mandataires, quelle que soit la date à laquelle leur mandat a pris fin.

D'un strict point de vue juridique, et contrairement à ce qui est affirmé dans le développement de la proposition, l'article 13*bis* inséré par la loi du 2 mars 1989 ne présente aucun effet rétroactif. L'on ne peut en effet parler de rétroactivité lorsque la loi nouvelle

I. — TOELICHTING VAN DE AUTEUR

De auteur verwijst naar de (gedrukte) toelichting bij zijn wetsvoorstel.

De wet van 2 maart 1989 tot wijziging van de wet van 8 december 1976 tot regeling van het pensioen van sommige mandatarissen en dat van hun rechtverkrijgenden (*Belgisch Staatsblad* van 22 maart 1989) heeft het recht op pensioen voor sommige mandatarissen versoepeld (de vereiste minimumperiode van uitoefening van een mandaat werd teruggebracht van zestig op twaalf maanden) doch enkel voor die mandatarissen die op 31 december 1988 of later in functie waren.

Op die manier, aldus de auteur, werd echter een discriminatie tot stand gebracht ten aanzien van bepaalde mandatarissen, in hoofdzaak OCMW-leden, die vóór 31 december 1988 een openbaar ambt bekleedden.

Dit heeft onder meer te maken met het feit dat de nieuw-verkozen OCMW-raad pas enkele maanden na de gemeenteraad haar werkzaamheden aanvat. OCMW-mandatarissen die vóór 31 december 1988 hun ambt bekleedden (maar dit niet meer deden *per* 31 december 1988) moeten bijgevolg een minimumperiode van 60 maanden bewijzen, zoniet kunnen zij geen aanspraak maken op een pensioen.

Spreeker stelt dan ook voor de vereiste minimumduur van het mandaat voor alle mandatarissen (ongeacht de datum waarop hun mandaat is geëindigd) op 12 maanden vast te stellen.

Aangezien slechts een beperkt aantal gewezen mandatarissen van de in het voorstel beoogde wetswijziging kunnen genieten, lijkt de budgettaire impact veeleer miniem.

II. — STANDPUNT VAN DE MINISTER VAN PENSIOENEN

Krachtens artikel 4 van de wet van 8 december 1976 ontstaat het recht op pensioen van een gemeentemandataris mits deze gedurende ten minste zestig maanden een of verschillende mandaten heeft uitgeoefend. Artikel 13*bis* van voornoemde wet, ingevoegd bij de wet van 2 maart 1989, vervangt voor de mandatarissen die op 31 december 1988 of later in functie waren, de minimumperiode van zestig maanden door een minimumperiode van twaalf maanden.

Het voorstel wil voor alle mandatarissen op identieke wijze de minimumduur van het mandaat op twaalf maanden vaststellen, ongeacht de datum waarop hun mandaat ten einde liep.

Artikel 13*bis*, ingevoegd bij de wet van 2 maart 1989, heeft uit louter juridisch oogpunt niet de minste terugwerkende kracht, in tegenstelling tot wat in de toelichting bij het voorstel wordt gesteld. Er is immers geen terugwerkende kracht wanneer de nieuwe wet

se borne à régir les effets futurs de situations nées sous l'empire de la loi antérieure.

Le Ministre ne dispose pas, par ailleurs, des données qui permettraient de déterminer le nombre de personnes qui bénéficieraient d'une pension comme mandataire ou comme ayant droit d'un mandataire, si le régime de pension existant actuellement était étendu aux mandataires qui n'étaient plus en fonction au 31 décembre 1988 ou ultérieurement.

Il est toutefois incontestable que pareille extension avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1990 provoquerait une charge budgétaire supplémentaire pour les Communes puisque les pensions de mandataires communaux sont à charge des pouvoirs locaux concernés. C'est la raison pour laquelle une modification de la loi du 8 décembre 1976 dans le sens souhaité par la proposition ne paraît pas opportune dans les circonstances actuelles.

Le Ministre précise qu'en outre, la date du 31 décembre 1988 n'avait pas été choisie au hasard mais coïncidait avec la fin de la période de six années au cours de laquelle avaient siégé les conseillers communaux élus en 1982.

Les membres du Conseil de l'aide sociale entament et terminent leur mandat plus tard que les premiers et l'on ne peut dès lors parler d'une discrimination à leur égard.

Le Ministre renvoie ensuite aux travaux préparatoires de la loi du 2 mars 1989.

Ainsi, il ressort de la réponse du Ministre des Pensions (de l'époque) au Sénat (*Annales parlementaires* du 3 août 1988, p. 1304) que le nouveau régime (12 mois au lieu de 60) visait les nouveaux conseillers communaux et les nouveaux membres du Conseil de l'aide sociale, c'est-à-dire ceux qui avaient été élus en octobre 1988.

Il ressort en outre de l'exposé introductif du Secrétaire d'Etat aux Pensions en Commission de la Chambre (Doc. n° 539/2-1988, p. 2) que le Gouvernement n'était disposé à appuyer cette initiative parlementaire (proposition de loi du Secrétaire Lafosse, Doc. Sénat n° 324/1-SE 1988) que dans la mesure où le nouveau régime n'aurait pas d'effet rétroactif.

Une période d'activité de quelque 5 ans au moins est d'ailleurs requise dans la plupart des régimes de pension.

L'exigence d'une période d'activité de 60 mois pour les mandataires qui ont achevé leur mandat avant le 31 décembre 1988 ne paraît dès lors nullement excessive.

L'exception à ce principe prévue par la loi du 2 mars 1989 ne peut dès lors s'appliquer qu'aux mandataires qui étaient en fonction au 31 décembre 1988 ou après cette date.

alleen de toekomstige gevolgen regelt van toestanden die onder de vorige wet tot stand kwamen.

Overigens beschikt de Minister voorts niet over de nodige gegevens om het aantal pensioengerechtigde mandatarissen of rechthebbenden van mandatarissen te bepalen als de huidige pensioenregeling uitgebreid wordt tot de mandatarissen die op 31 december 1988 of nadien niet meer in functie waren.

Een dergelijke uitbreiding met terugwerkende kracht per 1 januari 1990 zou echter ontegensprekelijk een bijkomende budgettaire last voor de gemeenten met zich brengen, aangezien de pensioenen van de gemeentemandatarissen ten laste van de betrokken plaatselijke besturen vallen. Een wijziging van de wet van 8 december 1976, zoals in het voorstel wordt beoogd, lijkt in de huidige stand van zaken derhalve niet aangewezen.

De datum van 31 december 1988, aldus de Minister, was bovendien niet lukraak gekozen, maar viel samen met het einde van de zesjarige periode tijdens dewelke de in 1982 verkozen gemeenteraadsleden hebben gezeteld.

De OCMW-raadsleden beginnen en beëindigen hun mandaat later, er is dus geen sprake van enige discriminatie.

De Minister verwijst verder naar de parlementaire werkzaamheden die aan de totstandkoming van de wet van 2 maart 1989 zijn voorafgegaan.

Zo blijkt uit het antwoord van de (toenmalige) Minister van Pensioenen in de Senaat (*Parlementaire Handelingen* van 3 augustus 1988, blz. 1304) dat de nieuwe regeling (12 in plaats van 60 maanden) bedoeld was voor de nieuwe — dat wil zeggen in oktober 1988 — verkozen gemeente- en OCMW-raden.

Uit de inleidende uiteenzetting van de Staatssecretaris voor Pensioenen in de Kamercommissie (Stuk n° 539/2-1988, blz. 2) blijkt daarenboven dat de Regering slechts met dit parlementair initiatief (wetsvoorstel van senator Lafosse — Stuk Senaat n° 324/1 — B.Z. 1988) kon instemmen.

In de meeste pensioenregimes wordt trouwens een minimum activiteitsperiode van ± 5 jaar geëist.

Een periode van 60 maanden voor wie vóór 31 december 1988 zijn mandaat heeft beëindigd, lijkt dan ook geenszins overdreven.

De bij de wet van 2 maart 1989 op dit principe toegestane uitzondering moet dan ook beperkt blijven tot die mandatarissen die op 31 december 1988 of later in functie waren.

III. — DISCUSSION GENERALE

Un membre se rallie à la thèse du Ministre, qui s'est référé à juste titre aux travaux préparatoires de la loi du 2 mars 1989.

Il attire en outre l'attention sur les problèmes que pourrait poser le régime de cumul instauré par la loi du 15 mai 1984 (dite « loi Mainil ») (application du principe de l'unité de la carrière).

L'auteur répète que la modification proposée ne concerne qu'un petit nombre de cas, par exemple des présidents de CPAS ayant exercé un mandat partagé après les élections de 1982 (par exemple, chacun 3 ans).

L'intervenant précédent se demande quelles conséquences aurait l'ouverture du droit à une pension après 12 mois d'exercice d'un mandat, ainsi qu'il est demandé dans la proposition, pour les personnes qui comptent déjà une carrière complète dans un autre régime de pension (salariés, indépendants).

L'auteur répond que la pension de mandataire ne sera pas versée aux personnes pouvant faire état d'une carrière complète dans un autre régime (hommes : 45 ans, femmes : 40 ans), pour autant que la pension octroyée dans ce dernier régime soit plus favorable que la pension de mandataire.

Ce problème se pose d'ailleurs d'ores et déjà pour ceux qui ont exercé un mandat entre le 1^{er} janvier 1989 et le 1^{er} janvier 1990.

Le Ministre des Pensions confirme qu'en application du principe de l'unité de carrière, des problèmes peuvent effectivement se poser dans certains cas (de cumul d'une pension de mandataire et d'une pension dans un autre régime).

La proposition de loi de M. Vermeiren ne change toutefois rien à cette situation. Le cas qui vient d'être cité d'un Conseil de l'aide sociale qui (par suite, par exemple, d'un recours en annulation des élections communales introduit auprès du Conseil d'Etat) commence ses travaux avec retard est en effet peu fréquent. Le fait de ramener la durée minimum du mandat à douze mois pour la période précédant le 31 décembre 1988 aura toutefois une incidence budgétaire non négligeable.

Le Gouvernement était bien conscient de cette incidence lorsqu'il marqua son accord sur la proposition du sénateur Lafosse en 1988. C'est précisément pour cette raison qu'il avait précisé à l'époque que la modification apportée à la loi ne pouvait être assortie d'aucune rétroactivité, dans la mesure où le mandat de conseiller communal ou de membre du Conseil de l'aide sociale est assuré pour six ans, contrairement à celui de parlementaire.

L'auteur reste opposé à toute forme de discrimination. Il estime illogique que, dans le cas d'un mandat partagé, celui qui a été président du CPAS pendant près de cinq ans (d'avril 1982 à décembre 1987), mais qui n'exerçait plus de mandat au 31 décembre 1988,

III. — ALGEMENE BESPREKING

Een lid sluit zich aan bij de stelling van de Minister, die terecht heeft verwezen naar de parlementaire werkzaamheden die aan de wet van 2 maart 1989 voorafgingen.

Hij wijst daarenboven op mogelijke problemen als gevolg van de door de wet van 15 mei 1984 (de zogenaamde « wet Mainil ») ingevoerde cumulatieregeling (toepassing van het principe van de eenheid van loopbaan).

De auteur herhaalt dat de voorgestelde wijziging slechts een beperkt aantal gevallen betreft, bijvoorbeeld van OCMW-voorzitters die na de verkiezingen van 1982 een gedeeld mandaat (bijvoorbeeld ieder 3 jaar) hebben uitgeoefend.

De vorige spreker vraagt zich af welke gevolgen de toekenning van een pensioen als mandataris na 12 maanden, zoals gevraagd in het wetsvoorstel, zou hebben voor hen die reeds een volledige loopbaan kunnen bewijzen in een ander pensioenstelsel (werknemers, zelfstandigen).

De auteur antwoordt dat het pensioen als mandataris niet zal worden uitgekeerd aan hen die in een ander stelsel een volledige loopbaan (man : 45 jaar, vrouw : 40 jaar) kunnen bewijzen, voor zover het pensioen in dit laatste stelsel voordeliger is dan het pensioen als mandataris.

Dit probleem stelt zich overigens nu reeds voor wie tussen 1 januari 1989 en 1 januari 1990 een mandaat heeft uitgeoefend.

De Minister van Pensioenen bevestigt dat door de toepassing van het principe van de eenheid van loopbaan inderdaad in bepaalde gevallen (van cumulatie van een pensioen als mandataris met een pensioen in een ander stelsel) problemen kunnen rijzen.

Het wetsvoorstel van de heer Vermeiren verandert daar echter niets aan. Het aangehaalde voorbeeld van een OCMW-raad die (bijvoorbeeld als gevolg van een beroep tot nietigverklaring van de gemeenteraadsverkiezingen bij de Raad van State) laattijdig zijn werkzaamheden aanvat, komt inderdaad niet vaak voor. Wanneer men echter voor de periode vóór 31 december 1988 de vereiste duur van het mandaat terugbrengt tot 12 maanden, zal zulks wel degelijk zware budgettaire gevolgen hebben.

De Regering was zich daarvan bewust toen zij in 1988 instemde met het voorstel van senator Lafosse. Precies daarom heeft zij toen duidelijk gesteld dat de wetswijziging enkel en alleen voor de toekomst mocht gelden. Zij ging er trouwens terecht van uit dat een mandaat van gemeenteraadslid of OCMW lid, in tegenstelling tot dat van parlementsleden, gegarandeerd zes jaar duurt.

De auteur blijft gekant tegen elke vorm van discriminatie. Hij vindt het onlogisch dat bij een gedeeld mandaat diegene die gedurende bijna vijf jaar (van april 1982 tot december 1987) OCMW-voorzitter is geweest (doch op 31 december 1988 geen mandaat

ne puisse actuellement prétendre à une pension de mandataire, alors que celui qui a continué ce mandat à partir de 1988 a droit à une pension parce qu'il était encore en fonction au 31 décembre 1988.

Répondant à la question d'un membre, *le Ministre* confirme qu'un président de CPAS ne devrait, en principe, subir aucun préjudice du fait que le conseil de l'aide sociale n'a entamé ses travaux que quatre mois après l'installation du conseil communal, étant donné qu'il achèvera normalement son mandat quatre mois plus tard. En outre, un président de CPAS nommé dans le courant de 1982 était encore en fonction au 31 décembre 1988, de sorte qu'il doit justifier de douze mois de mandat seulement, et non de soixante, pour obtenir une pension de mandataire.

Un membre demande si les règles relatives au cumul prévues par la loi du 15 mai 1984 auront pour effet d'exclure les personnes qui bénéficient d'une pension complète en qualité de travailleur salarié du droit à une pension complémentaire en tant qu'échevin après qu'elles auront, par exemple, exercé un mandat d'échevin pendant douze ans.

Le Ministre répond qu'il ne sera tenu compte de ces douze années prestées en qualité d'échevin que dans la mesure où un tel calcul s'avérerait plus avantageux pour le bénéficiaire de la pension.

Il sera donc tenu compte des 45 années les plus avantageuses. Les deux pensions ne pourront toutefois être cumulées.

Le membre constate que cette mesure s'appliquera également aux personnes qui profiteront de la modification de la loi proposée par M. Vermeiren, pour autant qu'elles bénéficient déjà d'une pension complète en qualité de travailleur salarié.

Le Ministre marque son accord sur ce point.

Les années en tant qu'échevin n'entrent pas non plus en ligne de compte pour un travailleur comptant une carrière complète d'employé, lorsqu'elles donnent droit à un montant annuel de pension inférieur au minimum annuel dans le secteur des salariés (c'est-à-dire le montant d'une année « forfaitaire », soit 5 000 francs par année).

Celui qui, pour l'exercice d'un mandat d'échevin pendant douze ans, aurait par exemple droit à une pension de 48 000 francs (4 000 francs par année), perdra cette pension au bénéfice de la pension (plus élevée) de salarié.

Lorsque, par contre, la pension d'échevin est supérieure au montant de la pension de salarié (versé pour les années les moins favorables), les années en tant qu'échevin seront prises en compte en lieu et place des années en tant que salarié.

L'administration devra donc effectuer ce calcul pour chaque ancien mandataire communal.

meer vervulde) thans geen recht heeft op een pensioen als mandataris, terwijl diegene die vanaf 1988 dit mandaat heeft overgenomen wel recht heeft op een pensioen omdat hij per 31 december 1988 nog in functie was.

Op vraag van een lid bevestigt *de Minister* dat een OCMW-voorzitter in principe geen nadeel hoeft te ondervinden van het feit dat de OCMW-raad pas 4 maand na de installatie van de gemeenteraad van start is gegaan, aangezien hij dan ook normaal 4 maand later zijn mandaat zal beëindigen. Een in de loop van 1982 benoemde OCMW-voorzitter zal daarenboven op 31 december 1988 nog in functie zijn geweest zodat zelfs geen zestig doch slechts twaalf maanden volstaan voor het bekomen van een pensioen als mandataris.

Een lid vraagt zich af of de in de wet van 15 mei 1984 bepaalde cumulatieregels voor gevolg hebben dat iemand die een volledig pensioen als werknemer heeft geen bijkomend pensioen zal krijgen als schepen, wanneer hij bijvoorbeeld gedurende twaalf jaar een schepenambt heeft uitgeoefend.

De Minister antwoordt dat enkel rekening zal worden gehouden met die twaalf jaar als schepen in de mate dat zulks voordeliger zou uitvallen voor de pensioensgerechtigde.

Men zal dus rekening houden met de 45 voordeligste jaren. Beide pensioenen kunnen echter niet worden gecumuleerd.

Het lid stelt vast dat zulks ook zal gelden voor diegenen die eventueel zouden genieten van de door de heer Vermeiren voorgestelde wetswijziging, voor zover zij ook reeds een volledig pensioen als werknemer zouden genieten.

De Minister is het daarmee eens.

Ook voor iemand met een volledige loopbaan als bediende komen de jaren als schepen niet in aanmerking wanneer zij een jaarlijks pensioenbedrag opleveren dat lager is dan het minimumbedrag per jaar in de sector der loontrekkenden (d.w.z. het bedrag van een « forfaitair » jaar t.t.z. 5 000 frank per jaar).

Wie bijvoorbeeld voor de uitoefening van een schepenambt gedurende twaalf jaar een pensioen krijgt van 48 000 frank (4 000 frank per jaar) zal dit pensioen verliezen ten voordele van het (hogere) pensioen als loontrekkende.

Wanneer het pensioen als schepen daarentegen hoger uitvalt dan het (voor de minst betaalde jaren uitgekeerde) pensioenbedrag als loontrekkende, zullen de jaren als schepen in rekening worden gebracht in plaats van deze jaren als loontrekkende.

De administratie zal aldus voor iedere gewezen gemeentelijk mandataris deze berekening moeten uitvoeren.

IV. — VOTE

L'article 1^{er} est rejeté par 10 voix contre 3.
Par conséquent, la proposition de loi n'est pas
adopté.

Le Rapporteur,

J. DE ROO

Le Président,

J. MICHEL

IV. — STEMMING

Artikel 1 wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen.
Het wetsvoorstel wordt bijgevolg niet aangenomen.

De Rapporteur,

J. DE ROO

De Voorzitter,

J. MICHEL
